



World Vision



Rapport d 'Evaluation Rapide sur l'axe Kiseguro – Katwiguro- Nyamilima – Ishasha dans le groupement Binza, ZS de Binza, territoire de Rutshuru



Mission conjointe : OCHA, World Vision, FEMISA, CERAO, CPRJ, GHOVODI, UPEDECO, BIFERD, CEDERU

Date de l'évaluation : Du 10 au 13 septembre 2024

CONTENTS

Résumé exécutif du rapport de mission dans la Zone de Santé de Binza.....	3
1 Aperçu de la situation	3
1.1 Description de la crise.....	3
1.2 Profil humanitaire de la zone.....	5
2 Méthodologie de l'évaluation	6
3 Besoins prioritaires.....	7
Aperçu des vulnérabilités sectorielles et analyse des besoins.....	10
3.1 Protection	10
3.2. Sécurité alimentaire.....	12
3.3. Abris et accès aux articles essentiels.....	13
3.4. Moyens de subsistance.....	14
3.5. Faisabilité d'une intervention cash (si intervention cash prévue).....	14
3.6. Eau, Hygiène et Assainissement	15
3.7. Santé et nutrition	15
Annexes	16

RESUME EXECUTIF DU RAPPORT DE MISSION DANS LA ZONE DE SANTE DE BINZA

Du 10 au 13 septembre 2024, une mission interagence a été conduite dans la zone de santé de Binza, territoire de Rutshuru, en réponse à des déplacements massifs de population causés par les affrontements entre le M23 et d'autres groupes armés. La mission, coordonnée par OCHA et composée de plusieurs ONG partenaires, avait pour objectif d'évaluer les besoins humanitaires multisectoriels le long de l'axe Kiseguro – Katwiguro – Nyamilima – Ishasha.

Principaux constats

- Plus, de 1 197 ménages déplacés ont été enregistrés, principalement dans les aires de santé de Kiseguro et Katwiguro. Ces déplacés, en majorité hébergés chez des familles d'accueil ou dans des centres collectifs, font face à des conditions de vie extrêmement précaires.
- Les opérations militaires en cours ont empêché l'accès aux champs aggravant la situation alimentaire des déplacés et des populations locales. Cette situation annonce une crise alimentaire imminente.
- Un cas confirmé de Mpox a été signalé à Nyamilima, nécessitant une surveillance accrue et des mesures sanitaires renforcées.
- La mission a identifié des besoins urgents en protection, sécurité alimentaire, santé, WASH, éducation et abris. La situation sécuritaire volatile rend l'accès aux services sociaux de base et l'intervention humanitaire extrêmement difficile.

Principales recommandations

- Renforcer les interventions dans les secteurs de la sécurité alimentaire, de la protection et de la santé, en particulier pour les populations déplacées et retournées.
- Construire des latrines, réhabiliter les écoles, et améliorer l'accès à l'eau potable pour prévenir une crise sanitaire.
- Favoriser une approche mixte de distribution de vivres et de cash inconditionnel pour répondre aux besoins des populations affectées.

1 APERÇU DE LA SITUATION

1.1 DESCRIPTION DE LA CRISE

Nature de la crise :	<ul style="list-style-type: none"> • Conflit • Mouvements de population 		
Date du début de la crise :	20/08/2024	Date de confirmation de l'alerte :	10/09/2024

Code EH-tools	EH5399
Si conflit :	
Description du conflit	<p>Depuis 2023 jusqu'à fin juillet 2024, la zone de santé de Binza, située au nord-est du territoire de Rutshuru, n'avait pas enregistré de mouvements de population de grande ampleur. Cependant, à partir du 2 août et jusqu'au 4 août 2024, des combats ont opposé le M23 à des groupes armés progouvernementaux dans le groupement de Binza. Au terme de ces affrontements, le M23 a pris le contrôle de toutes les localités importantes le long de l'axe Kinyandoni - Ngwenda - Kiseguro - Kisharo, ainsi que des cités de Nyamilima et Ishasha, situées à la frontière avec l'Ouganda.</p> <p>De nouvelles attaques ont été lancées par le M23 dès le 22 août sur les zones sous contrôle des FDLR, notamment dans les villages de Katanga et Kigaligali, situés au sud-est de Nyamilima, à environ 12 km de l'axe Kinyandoni-Nyamilima. En conséquence, plus de 90% des 180 000 habitants de ces villages se sont déplacés vers Kiseguro (à 16 km de Kiwanja), Katwiguru dans la ZS de Binza, et dans l'aire de santé (AS) de Kinyandoni (Gwenda) dans la ZS de Rutshuru.</p> <p>A la suite de cette situation, OCHA a créé une alerte mouvement de population enregistrée sous l'identifiant EH5399 afin de mobiliser les partenaires à ses positionner sur l'axe pour y faire une évaluation multisectorielle (ERM). Faisant suite à cette alerte, du 10 au 13 septembre 2024, une mission interagence composée de OCHA, World- Vision, FEMISA, CERAO, CPRJ, GHOVODI, UPEDECO, BIFERD, CEDERU a été menée dans la zone.</p> <p>Les résultats issus de cette évaluation multisectorielle fait état de :</p> <p>Mouvements de population : Depuis le 2 août jusqu'au 10 septembre 2024, les zones les plus affectées par les mouvements de population sont les aires de santé (AS) de Kiseguro et Kinyandoni, qui ont accueilli 1 197 ménages déplacés (dont 988 ménages dans l'AS de Kiseguro et 209 ménages dans l'AS de Katwiguro). Parmi ces déplacés, 746 ménages sont hébergés chez des familles d'accueil à Kiseguro, tandis que 242 autres sont installés dans neuf centres collectifs (écoles, églises) à Kiseguro. Ces deux aires de santé ont également vu le retour d'environ 917 ménages en août 2024, après l'occupation totale de la zone par le M23 (725 ménages retournés dans l'AS de Kiseguro et 192 ménages retournés dans l'AS de Katwiguro).</p> <p>Le long de l'axe Kisharu jusqu'à Ishasha via Nyamilima, les localités sont tombées aux mains du M23 sans affrontements violents, car sur demande de la population, les VDP-Wazalendu (incluant les FDLR) se sont retirés bien avant l'arrivée du M23 pour éviter des dégâts majeurs. Ils se sont retranchés à environ 6 à 16 km de l'axe principal, notamment à Katanga, Kigaligali, Nyabitale, et Kabumbiro, tandis que la PNC et les autorités civiles (DGM) présentes à Ishasha ont franchi la frontière pour se réfugier en Ouganda. Ce retrait des groupes armés progouvernementaux a permis d'éviter un exode massif de la population lors de l'entrée du M23 dans leurs villages et cités.</p> <p>Depuis le 8 septembre et jusqu'à ce jour (12 septembre 2024), le M23 a interdit à la population de se rendre dans leurs champs situés sous le contrôle des VDP-FDLR (Nyabitale, Kabumbiro, Kigaligali, Katanga) en raison des opérations militaires en cours visant à repousser les FDLR et à éloigner cette menace. Cette restriction d'accès aux champs laisse présager une famine imminente dans cette région, pourtant reconnue pour sa grande production agricole.</p>

	<p>Besoins : La mission a identifié des besoins dans tous les secteurs, mais les plus prioritaires sont la protection, en particulier le long de l'axe Kinyandonyi-Nyamilima-Ishasha, la sécurité alimentaire, la santé, le WASH, l'éducation, et les AME dans les aires de santé accueillant les déplacés et les retournés, notamment dans les AS de Katwiguro et Kiseguro.</p> <p>Accès : L'accès sécuritaire à la zone demeure volatile en raison des incursions ponctuelles des VDP-FDLR dans les agglomérations situées le long de l'axe Kinyandonyi-Nyamilima-Ishasha, et des opérations en cours menées par le M23 dans les zones de retranchement des VDP-FDLR. Bien que la route soit en bon état sur cet axe, elle peut devenir difficilement praticable en saison de pluie.</p> <p>Epidémie : Le premier cas de MPOX a été confirmé dans la zone de santé de Binza le 8 septembre 2024, à Nyamilima. Le patient, un enfant de six ans, est actuellement isolé à l'HGR de Nyamilima, où il est pris en charge par MSF-F. Le Bureau Central de la Zone de Santé (BCZ) est en train d'identifier les contacts du patient. Des mesures d'hygiène ont été renforcées à l'HGR de Nyamilima, et la sensibilisation sur cette maladie a été intensifiée via les églises et les médias. Selon MSF-F, la situation n'est pas jugée critique, et la surveillance se poursuivra sur une période de trois semaines. L'infection serait liée à la consommation de viande de rats, que les parents envoient à leurs enfants depuis les champs où ils travaillent.</p>
--	--

Mouvement de population, ampleur du mouvement :

Localité/village (si possible, coordonnées GPS)	Autochtones	Déplacés à cause de cette crise	Retournés à cause de cette crise	Réfugiés/rapat riés	% (pressio n)
Kiseguro	37466	988 ménages dont 746 ménages en FA et 242 dans neuf centres collectifs	725 ménages	0	13,1%
Katwiguro	22723	209 ménages	192 ménages	0	2,7%
Total		1197 ménages	917 ménages		


1.2 PROFIL HUMANITAIRE DE LA ZONE

Crises et interventions dans les 12 mois précédents

Crises	Réponses données	Zones d'intervention	Organisations impliquées	Type et nombre des bénéficiaires

Interventions non liées à la crise actuelle (alertes mouvements de population)	Nutrition	ZS Binza	World-Vision jusque fin septembre 2024	
Idem	Wash	AS de Ishasha	World-Vision : dans l'AS Ishasha jusque fin aout 2024	
Idem	Santé	ZS Binza	- MSF-F : En santé jusque 30 septembre - Santé Plus : en nutrition jusque fin aout 2024	
Idem	Sécurité alimentaire	ZS Binza	World-Vision	
<i>Sources d'information</i>		World-Vision, MSF-F Nyamilma, MCZ Nyamilima		

2 METHODOLOGIE DE L'EVALUATION

Type d'échantillonnage :	<p>Pour garantir une collecte de données exhaustive et précise, différentes techniques ont été utilisées. Des questionnaires ménages ont permis de recueillir des informations quantitatives auprès des déplacés internes (IDPs) et des retournés. Parallèlement, des entretiens clés et des groupes de discussion ont été organisés pour approfondir les recherches et obtenir des informations qualitatives. L'observation directe a été utilisée pour valider les informations recueillies et s'assurer de la véracité des résultats observés.</p> <p>Des enquêtes ménages ont été réalisées dans les localités d'accueils des IDPS (Kiseguro, Katwiguro) tandis que sur l'axe Kisharu-Nyamilima-Ishasha, la mission a échangé avec les informateurs clés (IT, BCZ, Directeurs des écoles et acteurs humanitaires)</p>
Carte de la zone évaluée en indiquant les sites visités	
	
Techniques de collecte utilisées	<i>Kobo collect</i>
Composition de l'équipe	Mission conjointe : OCHA, World Vision, FEMISA, CERAO, CPRJ, GHOVODI, UPEDECO, BIFERD, CEDERU

3 BESOINS PRIORITAIRES

Risque d'instrumentalisation de l'aide	<p>Il y a risque de favoriser le développement des tensions communautaires entre les déplacés, les retournés et la communauté hôte en cas d'une assistance sélective en faveur d'un profil au détriment des autres.</p> <p>Comme mesure de mitigation, la population locale estime que la réponse humanitaire doit être adaptée aux différents profils en fonction de leur vulnérabilité (retournés, PDI, communautés hôtes) pour éviter les conflits internes. Car tous traversent le même contexte.</p>
Risque d'accentuation des conflits préexistants	<p>L'organisation des guerres asymétriques et les incursions dans des villages occupés par le M23 par les VDP et FDLR constituent des risques d'accentuation des conflits.</p> <p>Comme mesure de mitigation, il faut analyser le contexte sécuritaire de manière régulière avant d'organiser des missions dans la zone.</p>

I:EDUCATION

<i>Besoins identifiés</i>	<i>Recommandations pour une réponse immédiate</i>	<i>Groupes cibles</i>
<p>Besoin des latrines</p> <p>La ratio moyenne élève/latrine est de 147 élèves par porte de latrine. Les filles partagent les mêmes latrines avec les garçons dans la plupart d'écoles.</p>	<p>Construire des latrines hygiéniques tenant compte de l'aspect genre et personnes à mobilité réduite.</p>	<p>Les écoles de la ZS Binza avec comme priorités le AS de Kiseguro et Katwiguro</p>
<p>Construction des nouvelles salles de classes</p> <p>La Ratio élèves /1 enseignant est de 58 en moyenne pour tous les degrés et la moyenne de 64 élèves uniquement pour les degrés élémentaires.</p>	<p>Augmenter des salles pour désengorger les degrés élémentaires dans des écoles à forte concentration.</p>	<p>EP IYAMUREMYE, EP KISHARU, EP NYARUHANGE (réhabilitation toiture), EP TARAJA, EP NYAMILIMA (réhabilitation toiture pour 2 blocs), EP BITENGO</p>
<p>Besoin en kits de réinsertion scolaire, pédagogiques et récréatifs</p>	<p>Fournir les kits de réinsertion scolaire et pédagogique y compris les manuels scolaires et kits récréatifs</p>	<p>Les écoles de la ZS Binza avec comme priorités les AS de Kiseguro et Katwiguro</p>
<p>Besoin en Pupitres</p>	<p>Augmenter les nombres de pupitre pour des écoles ayant accueillie les déplacés et surpeuplées dans les degrés élémentaires.</p>	<p>EP NYARUHANGE (45), EP IYAMUREMYE (30), EP KASE(30), EP MIZINGA(30), EP TARAJA (45)</p>
<p>Besoins en kit d'hygiène</p>	<p>Installation des dispositifs des lavages des mains besoins urgents</p>	<p>Les écoles de la ZS Binza avec comme priorités les AS de Kiseguro et Katwiguro</p>

	pendant cette période de résurgence de MPOX	
Besoin de réhabiliter certaines écoles	Réhabilitation des écoles ayant été touchées par des balles, occupées par les déplacés et autres actes de vandalisme perpétrés par des groupes armés	EP IYAMUREMYE, EP KISHARU, EP NYARUHANGE (réhabilitation toiture), EP TARAJA, EP NYAMILIMA (réhabilitation toiture pour 2 blocs), EP BITENGO
Besoin des points d'eau dans certaines écoles	Urgent pendant cette période de résurgence de MPOX	Toutes les écoles n'ayant pas accès au point d'eau.
Besoin des cantines scolaires	Besoins exprimés par les acteurs de l'Education	Les écoles remplissant les critères
Kit de dignité pour les filles en âge de menstruation	Urgent	Toutes les filles adolescentes

II : Protection

Besoins identifiées	Recommandations pour une réponse immédiate	Groupes cibles
<p>Besoins en Protection générale</p> <ul style="list-style-type: none"> - Exposition des populations civiles aux risques d'affrontements entre les belligérants, meurtres, vols des biens, viols dans les champs comme aux villages, travaux forcés et arrestations arbitraires : Plaidoyer auprès des acteurs armés pour le respect du Droit International Humanitaire durant cette période de guerre. - Manque d'activités de protection communautaire : Besoin des activités à base communautaire pour population n'ayant pas accès à leurs champs. - Faible couverture des activités de monitoring de protection et de la santé mentale et émotionnelle dans la zone évaluée. - Besoin de la documentation civile. Une partie importante de la population ne possède pas de documents d'identité et est 	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibiliser les acteurs armés sur le respect des DIH. - Mettre en place des activités à base communautaire pour la population n'ayant pas accès à leurs champs. - Appuyer le monitoring de protection dans la zone. - Sensibilisation de masse sur différentes thématiques de protection (VBG, LAM, cohabitation pacifique, protection de l'enfant -ENA, PSEA, etc.). - Renforcer les activités de la réadaptation psychologique de personnes affectées par les événements traumatisants. - Appuyer les activités de la documentation des civiles. 	<p>Déplacés, Autochtones, Retournés, Enfants, Femmes, filles principalement (VBG, violences sexuelles et PSEA)</p>

<p>souvent assimilé aux FDLR, les enfants aussi n'ont pas d'actes de naissance. Ce qui les expose à l'apatridie.</p> <p>Besoin en Protection de l'enfance :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Besoin des espaces amis d'enfants à kiseguro, Kisharo et Ishasha ; - Besoin des activités de la réinsertion professionnelle et scolaire des enfants vulnérables. - Redynamiser le Réseau communautaire de protection de l'enfance (RECOPE) à Kiseguro et Ishasha. <p>Besoin en Protection VBG et PSEA :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Faible couverture des activités VBG dans la zone. - Rupture des kits PEP et de dignité dans plusieurs structures sanitaires. - Manque d'espaces sûr pour assurer la PEC psychosociale des cas VBG. - Faible connaissance de la population sur les concepts clés VBG et PSEA dans la zone, - Absence des mécanismes des signalements communautaires des EAS et de redevabilité. <p>Besoins en Protection LTP</p> <ul style="list-style-type: none"> - Manque d'abris aux PDIs: Destruction par les acteurs armés des abris construits par la population dans les champs afin 	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en place des espaces amis d'enfants (EAE) pour l'accompagnement psychosociale des enfants affectés par la crise à Kiseguro, Kisharo et Ishahsha ; - Appui à la réinsertion professionnelle et scolaire des enfants vulnérables affectés par la crise à Kiseguro et Katwiguru Ishasha. - Redynamiser les RECOPEs pour assurer la réponse aux besoins de protection approximatifs ; - Intensifier les activités de prévention des risques de protection dans les localités de Kinyandonyi, Kiseguro, Kisharo, Nyamili ma et Ishasha ; - Renforcer le positionnement des acteurs dans les interventions en VBG ; - Rendre disponible les Kits PEP et Kits de dignité dans les structures aux femmes et filles victimes de violences sexuelles ; - Construire les espaces sûrs aux structures sanitaires. - Renforcer les activités de sensibilisation de masse sur le PSEA & VBG et mettre en place des projets d'autonomisation des femmes et jeunes filles. - Renforcer les mécanismes communautaires de signalement de plaintes pour le renforcement de la redevabilité, - Appuyer les PDIs à travers la modalité cash inconditionnel pour leurs faciliter de prendre des maisons en location car le régime en place n'admet pas les sites. 	
---	---	--

d'éviter qu'ils servent les groupes ennemis. Besoins en protection LAM Présence des REG/EEI dans les champs.	- Evaluer la situation REG, mettre en place des activités de dépollution dans les zones touchées.	
---	---	--

APERÇU DES VULNERABILITES SECTORIELLES ET ANALYSE DES BESOINS

3.1 PROTECTION

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ? Non

Incidents de protection rapportés dans la zone

Type d'incident	Lieu	Auteur(s) présumé(s)	Nb victimes	Commentaires
Meurtres	Nyamitembe, Kigaligali, Katanga, Kayetsi, Kazigambire, Ifuru, katwiguru et Kiseguro	Inconnus armés	23 cas depuis le 2 aout	Des cas des meurtres pendant les opérations dans les champs et d'autres cas ciblés dans les villages sont signalé. Le nombre ne pas exhaustif cas les corps sont souvent retrouvé dans des champs et certaines familles ont déjà perdu les contacts avec les leurs.
Arrestations arbitraires	Kiseguro, Katwiguro, Kisharo, Buramba, Nyamilima, Buganza, Nyaruhange et Ishasha	Acteurs armes	N/A	Arrestations en cours des ceux qui sont suspectés d'être des collaborateurs des VDP-FDLR (surtout les opérateurs économiques). Ils sont libérés moyennant paiement d'amande de 250 dollars. Vice versa pour ceux qui se rendent aux champs et supçonnés par les VDP et FDLR d'être collaborateurs des M23.
Viols	Kiseguro, Katwiguro, Kisharo, Buramba, Nyamilima, Buganza,	Majorité les inconnus armés et civils.	Plus de 70 cas au début du mois d'Août 2024	Des cas des viols des femmes et filles dans les champs voire dans les villages par les éléments armés et pendant la recherche d'eau pendant la nuit surtout à Nyamilima camp 5h (en moyenne 6 cas de viols par semaine et par aire de santé

	Nyaruhanget et Ishasha			évaluée). Selon les informateurs clés, 38% des femmes et filles sont victimes des viols.
Coups et blessures	Kiseguro, Katwiguro, Kisharo, Buramba, Nyamilima, Buganza, Nyaruhanget et Ishasha	Majorité les inconnus armés	N/A	Pour ceux qui n'ont pas participé au salongo (travaux communautaires).
Incendies des maisons et autres biens	Kigaligali, Katanga, Kayetsi, Kazigambire, Ifuru, katwiguro et Kiseguro	M23 dans les Champs (8km en profondeur de Kiseguro) et les VDP et FDLR sur les axes routiers à Kiseguro et Katwiguro.	N/A	
Kidnappings	Sur l'axe routier Kiwanja- Ishasha	Inconnus armés	6 cas depuis le 2 août	

Relations/Tension entre les différents groupes de la communauté

Les personnes déplacées internes sont principalement prises en charge par des familles hôtes, dont l'activité principale est l'agriculture, en particulier dans la localité de Kiseguro. Depuis août 2024, l'accès aux champs est interdit par le M23, qui empêche la population de se rendre dans leurs terres situées sous le contrôle des FDLR à Kigaligali, Congo, Katanga, Lubumbashi et Dubai (situés à 8 à 16 km). Ces villages sont actuellement des zones d'opérations militaires. En septembre, période cruciale de sarclage, les familles d'accueil peinent à se procurer de la nourriture. Selon les résidents, le long séjour des PDI dans les zones de déplacement risque de perturber la cohabitation pacifique entre les communautés en raison de la pénurie alimentaire croissante.

Existence d'une structure gérant les incidents rapportés.

Oui, les incidents sont gérés par l'administration civile mise en place par le M23.

Impact de l'insécurité sur l'accès aux services de base

Les combats ont eu lieu et continuent d'avoir un impact négatif sur les besoins humanitaires multisectoriels notamment la protection, la sécurité alimentaire, l'éducation, la santé etc. La crise a occasionné les mouvements des populations, les arrestations suite à l'assimilation et/ou soupçon de collaborer avec des groupes armés, le non accès au logement (incendies des abris dans des zones de production agricole), la perte et abandon des moyens d'existence qui ont impacté négativement sur le vécu quotidien des populations des zones affectées, l'interdiction des population d'accéder aux champs, le dysfonctionnement des marchés induisent une tendance à la hausse des prix des aliments de base, laissant exposer les populations dans les zones affectées à une situation d'insécurité alimentaire aigue. Aussi, les soins médicaux sont payants dans la zone de santé de Binza. Ce qui réduit l'accès des

	populations aux services de santé primaire. L'occupation de certaines écoles de Kiseguro par les PDIs handicape le fonctionnement normal des cours. Les femmes et filles sont exposées aux risques des violences sexuelles lors de l'exercice des travaux champêtre, puisage d'eau pendant la nuit surtout à Nyamilima (camp 5h) et violences physiques.
Présence des engins explosifs	Oui , les zones évaluées ont connu d'intenses combats en novembre 2022 entre les FARDC et alliés contre le M23 jusqu'à Nyamilima avant le retrait de ce dernier et parfois des attaques sporadiques de la coalition des groupes armés contre le M23 dans le Binza depuis le 2 août 2024. Dans la plupart des localités, l'existence des Restes et Explosifs de Guerre (REG) a été signalée surtout dans les champs. Le 13 aout, après l'incendie d'un véhicule à Katwiguro, dans la cité, 4 enfants ont ramassé un Engin Explosif Improvisé qui avait explosé quand ils jouaient avec ; tous ont perdu la vie.
Perception des humanitaires dans la zone	La perception des humanitaires est bonne et l'assistance humanitaire est très attendue chez les déplacés, retournés tout comme dans la communauté hôte.
Gaps et recommandations	Renforcer les activités de protection dans toute la zone de santé de Binza où l'autorité de l'Etat est absente.

3.2. SECURITE ALIMENTAIRE

Situation de la sécurité alimentaire depuis la crise	<p>Depuis l'occupation du groupement de Binza par le M23, la situation humanitaire à Kiseguro et Katwiguro s'est gravement détériorée. Environ 1 197 ménages (988 à Kiseguro et 209 à Katwiguro), originaires des campements de champs à Lubumbashi, Katanga, Kigaligali, Busesa, etc., ont fui en raison des fréquentes opérations militaires dans la région, où se trouvent leurs champs cultivés.</p> <p>Ces déplacés, ainsi que les familles d'accueils se retrouvent dans une situation alimentaire désespérée. Privés d'accès à leurs champs depuis quatre semaines, en pleine période de récolte et de préparation des cultures, ils ont perdu une grande partie de leurs stocks alimentaires. Les opérations militaires dans le Parc national de Virunga ont également entraîné la destruction de récoltes, aggravant ainsi la crise alimentaire dans la région.</p>
Production agricole, élevage et pêche	<p>Ces événements surviennent à une période post-récolte et de préparation de la nouvelle saison agricole. La population des localités de Kiséguro, Katwiguro et Kisharo rencontre les difficultés suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Un faible pouvoir d'achat, car leur principale source de revenus est le travail des champs, ➤ Les familles peinent à obtenir deux repas par jour dans cette situation, ce qui entraîne une malnutrition aiguë et sévère chez les enfants. ➤ L'élevage de petit bétail (chèvres, moutons, lapins) et de volaille (poules, canards) est régulièrement pillé par des hommes armés pendant la journée.
Situation des vivres dans les marchés	Cette crise a provoqué une flambée des prix des denrées alimentaires sur le marché local, et les déplacés, n'ont plus aucune réserve

Stratégies adoptées par les ménages pour faire face à la crise

La majorité des familles déplacées internes (IDPs) enquêtée soit 42% voient leurs enfants abandonnés toute la journée par leurs mères, contraintes de chercher du travail journalier et de demander de l'aide pour subvenir aux besoins alimentaires de leur famille. Cette situation expose la population à une insécurité alimentaire aiguë mettant en péril leur survie.

Réponses données	Organisations impliquées	Zone d'intervention	Nbre/Type des bénéficiaires	Commentaires
Accompagnement en Activité de Sécurité Alimentaire	World Vision	Aire de sante de Kiseguero, katwiguru, Kisharo, Buramba, Nyamilima, Munyaga, Nyaruhange, Ishasha et Nyabanira	Personnes vulnérables retournées	Les interventions mises en place à Katwiguro et Kiseguero sont de nature résiliente et ne concernent pas la crise actuelle. Ces initiatives visent à renforcer la capacité des communautés à faire face aux défis futurs en améliorant leur autonomie et leur durabilité.

Gaps et recommandations

Lors de notre enquête dans le secteur de la sécurité alimentaire, des écarts significatifs ont été observés. Sur l'ensemble de la population interrogée, 68 % ont exprimé un besoin en nourriture, tandis que 80 % ont manifesté une préférence pour une assistance en espèces.

Compte tenu de ces résultats, il est recommandé de plaider auprès des acteurs concernés pour une aide combinée, incluant la distribution de vivres et l'organisation d'activités de distribution de cash, en faveur des déplacés internes (IDPs) et retournés à Kiseguero et Katwiguro

3.3. ABRIS ET ACCES AUX ARTICLES ESSENTIELS

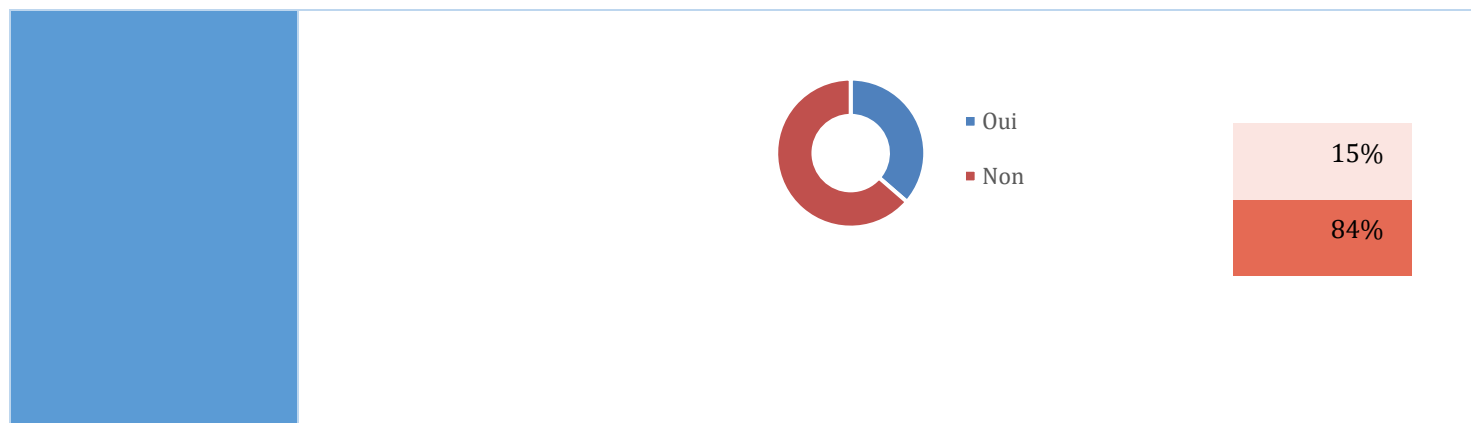
Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?

Non.

Impact de la crise sur l'abris

- Pour la communauté hôte, les récipients de puisage d'eau jouent en même temps le rôle de transport et de stockage. Par rapport à la literie, certains membres des familles sont obligés de passer nuit même à sol
 - Dans la zone évaluée, 100% des abris des retournés sont en pailles et quelques-unes d'entre elles sont dégradées suite à la qualité de matériels et à l'abondance de pluies. La promiscuité a été évaluée à hauteur de 80% dans les ménages des communautés hôtes et retournées
- Les échanges avec les informateurs clés, les groupes de discussions et par l'observation directe des enquêteurs démontrent que les articles ménagers essentiels sont une difficulté majeure à laquelle sont confronté les personnes déplacées de la zone évaluée. Ces déplacés ont besoins d'être renforcé en termes de : casseroles, kits de couchage, bidon, gobelets et les habits, basins

Utilisation par les femmes et filles de kits d'hygiène menstruelle (EM)



Gaps et recommandations

Les résultats des évaluations réalisées font état des besoins en termes d'articles ménagers essentiels. La quasi-totalité des ménages déplacés et retournés de Kiseguro et Katwiguro n'ont pas d'articles ménagers suffisants.

- 28% des femmes et filles enquêtées n'ont pas accès aux kits d'hygiène menstruelle et ne les utilisent pas selon les résultats d'Informateurs clés et focus Groupes.

Cela explique clairement la vulnérabilité des femmes et filles à l'exposition aux infections urinaires.

- 50% ont un score de vulnérabilité de 3-3,9 avec le niveau de sévérité 4. Ceci est justifié par le fait que, pendant la période de déplacement, les AMEs ont été abandonnés et détruits dans les champs de Kongo, Kigaligali, Katanga après le contrôle de ces zones par le M23. La vulnérabilité en AME est très criante chez les déplacés qui sont dans les centres collectifs en Kiseguro et dans les familles d'accueils à Kiseguro et Katwiguro.

Une distribution des kits AME est recommandée dans la zone pour les personnes déplacées et les retournés.

3.4. MOYENS DE SUBSISTANCE

Accès actuel à des moyens des subsistances pour les populations affectées

La restriction des mouvements dans les lieux de provenance des déplacés limite les options d'accès aux articles ménagers essentiels dont la plupart a été abandonné dans les maisonnettes dans les différents lieux de provenance des personnes déplacés Internes.

Malgré cette situation, les déplacés et les communautés hôtes prennent parfois le risque de rentrer aux champs ou ils sont confrontés aux problèmes grave de la protection. Un besoin d'intervention urgente en AME est prioritaire à Kiseguro et Katwiguro pour soulager tant soit peu la souffrance des personnes déplacés.

3.5. FAISABILITE D'UNE INTERVENTION CASH (SI INTERVENTION CASH PREVUE)

Analyse des marchés

Modalités préférées pour bénéficier d'une assistance humanitaire pour les ménages (EM)	
Cash physique (en espèces)	80%
Cash par transfert (cash électronique ou mobile money)	20%
Vouchers / foires	52%
En nature (nourriture, AME, kits, infrastructures, etc.)	68%
Provision de services (protection juridique, prise en charge médicale, formations pros., etc.)	8%

	Autre	0%
Existence d'un opérateur pour les transferts	<p>Il n'y pas des banques ni des coopératives financières dans la zone ni le réseau téléphonique fiable pour le transfert monétaire.</p> <p>La distribution du cash inconditionnel permettrait aux déplacés et retournés de subvenir à l'ensemble des besoins vitaux auxquels ils font face et de développer les options de survie qui sont limité suite à la mesure de restriction des mouvements d'accès aux champs de populations de Binza par le M23 qui ne vivent que de l'agriculture, l'élevage te le petit commerce.</p>	

3.6. EAU, HYGIENE ET ASSAINISSEMENT

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?	Non pour la crise actuelle.	
Risque épidémiologique	La défécation à l'air libre expose les déplacés internes (IDPs) à des épidémies de choléra et autres maladies hydriques. De plus, la concentration de population dans les centres collectifs, sans mesures de distanciation, les expose à la contamination par la variole du singe (Mpx).	
Accès à l'eau après la crise	<ul style="list-style-type: none"> ➤ La surpopulation dans le village de Kiseguro crée des problèmes d'accès à l'eau pour les ménages d'accueil et IDPs ➤ La demande accrue en eau entraîne des conflits entre les habitants. IDPs et ménages d'accueil ➤ La gestion de l'eau, déjà insatisfaisante avant la crise, est maintenant sous une pression énorme. En effet, 52 % de notre échantillon rapporte un temps de réponse excessivement long. ➤ L'absence de dispositifs de stockage d'eau au niveau du réservoir pendant les heures creuses pose un défi majeur au système d'approvisionnement en eau dans le village de kiseguro 	
Gaps et recommandations	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Selon notre enquête, 76 % de la population interrogée a déclaré l'absence ou l'insuffisance d'infrastructures sanitaires adéquates pour répondre aux besoins de la population croissante. ➤ Accès limité à l'eau potable en raison de la surpopulation et de l'infrastructure existante qui ne répond pas aux besoins actuels. ➤ Manque de systèmes efficaces pour la gestion des déchets, entraînant des risques sanitaires et environnementaux. ➤ Insuffisance de kits d'hygiène intime pour les femmes et les filles, exacerbant les problèmes de santé et de dignité. ➤ Besoin urgent de rétablir et d'améliorer l'accès à l'eau potable et les installations sanitaire pour prévenir les maladies hydriques et répondre aux besoins de base des PDI 	

3.7. SANTE ET NUTRITION

Risque épidémiologique	<ul style="list-style-type: none"> ➤ La zone de santé de Binza est confrontée à une crise humanitaire complexe. ➤ L'insuffisance en eau et l'assainissement précaire, associés à un faible recours aux services de santé, augmentent considérablement le risque d'épidémies, notamment de choléra, MPOX, conjonctivite virale. 	
-------------------------------	--	--

➤ Le désengagement progressif des partenaires humanitaires notamment MSF-F (au 30 septembre 2024) qui couvrait une grande partie des besoins en santé dans la zone et le manque d'intrants pour la prise en charge de la malnutrition aggravent encore la situation.

➤ L'apparition d'un cas de Mpox ajoute une pression supplémentaire sur le système de santé déjà fragilisé.

Services de santé dans la zone Voir tableau ci-dessous :

AS	Enfants screenés	Cas MAS	Cas MAM	Enfants sains	Pourcentage MAS	Pourcentage MAM
Katwiguro	158	16	37		10,12	23,41
Kisharo	97	11	25		11,34	25,77
Buramba	254	36	61		14,17	24,01
Nyamilima	0	0	0	0	0	0
Nyaruhange	186	20	33		10,75	18,85
Ishasha	175	9	35		5,14	20
Kiseguru	354	45	65		12,71	18,36
Total AS	1224	137	256		11,19	20,91

Gaps et recommandations Il est crucial de renforcer les infrastructures sanitaires, rétablir l'accès à l'eau potable, plaider pour la mobilisation et positionnement des partenaires santé dans la zone de sante de Binza.

ANNEXES

Annexe 1 : Données démographiques utilisées lors de l'évaluation ; Liste et coordonnées des écoles,

Annexe 2 : Contacts de l'équipe d'évaluation



Population%20Z



Annexe%20Educa